



QUOI DE NEUF?

NOUVELLES DE LA FONDATION HIRONDELLE | NUMÉRO 48 | JUIN 2016



De jeunes étudiants en islam écoutent la radio à Islamabad (Pakistan), octobre 2001. Photo : © Stephen Shaver / AFP

Contre l'enfermement

Au nom de Dieu se répand dans notre société mondiale ce qui est le plus contraire à toute sainteté : la violence absolue érigée en dogme. C'est l'ensemble de la dimension religieuse, qui constitue objectivement l'une des composantes de nos sociétés - peu importe qu'individuellement nous la revendiquions ou que nous nous en passions - qui est ainsi prise au piège infernal des identités meurtrières.

Le journaliste généraliste constate les faits et rend compte des guerres civiles, des attentats, des exécutions. Il tente de remonter aux racines sociales et religieuses. Mais dans le récit qu'il fait quotidiennement de l'état du monde, la perspective qu'il trace sur le fait religieux prend aujourd'hui inévitablement racine dans l'action violente. C'est ainsi que dans notre représentation du monde, ici l'Islam, là l'Occident de tradition chrétienne, ailleurs le moine bouddhiste ou l'animiste, peuvent devenir la menace et l'ennemi à combattre.

Les médias se retrouvent pris dans le cercle vicieux d'une instrumentalisation subtile que le seul jeu d'une habile maîtrise de la communication. Pour y échapper, peut-être faut-il élargir le champ de notre investigation, étendre notre enquête sur la dimension religieuse de nos sociétés, afin d'en ôter le monopole aux extrémistes. Puisque, selon la remarque d'un dignitaire musulman, aucune guerre n'est sainte sauf celle que l'on conduit contre ses propres démons.

Jean-Marie Etter,
Directeur général de la Fondation Hironnelle



Kiosque à journaux à Bamako (Mali), novembre 2015. Photo : © Issouf Sanogo / AFP

Le journalisme face aux polarisations religieuses

Au printemps 2016, le phénomène mondial du djihadisme s'est manifesté par une série d'attentats particulièrement meurtriers. Le journalisme, qui a vocation à décrire les faits, a-t-il également la possibilité de désamorcer la violence politico-religieuse ?

Attentats en Irak, en Tunisie, en Turquie, en Côte d'Ivoire, au Mali, au Nigeria, au Pakistan, en Belgique... En Asie, en Afrique, en Europe, le mois de mars 2016 a été particulièrement marqué par des violences terroristes ayant causé plus d'une centaine de victimes, et chaque fois revendiquées par des groupes politico-religieux : Etat islamique, AQMI, Boko Haram, talibans... Ces attentats ne viennent pas de nulle part : ils sont la traduction en actes ultimes de fragmentations sociales déterminées par des conceptions religieuses extrémistes, qui ont d'autant plus le vent en poupe qu'elles sont largement soutenues sur le plan financier. Prospérant notamment sur la misère économique ou le désir de revanche, elles définissent des identités exclusives, peu conciliables avec l'altérité.

Que peut faire le journalisme face à la propagation de ces polarisations religieuses ? Cette interrogation questionne plus que jamais la Fondation Hironnelle, active dans plusieurs pays directement confrontés à ce phénomène ces dernières années (Tunisie, Burkina Faso, Mali, Niger, Côte d'Ivoire, Centrafrique...).

Le Mali a ainsi connu en 2015 une violence djihadiste répétée dont l'acmé s'est située en novembre lors de l'attentat du Radisson Blu de

Bamako. Studio Tamani, le programme d'information créé par la Fondation Hironnelle dans ce pays, traite quotidiennement de cette actualité. Le travail journalistique développé ici par la Fondation Hironnelle ne se limite pas à l'énoncé des attentats et à leur sinistre bilan. Il s'agit aussi de donner la parole pour illustrer les amalgames dont sont victimes certaines communautés comme celle des peulhs, ou d'informer sur les initiatives dans les régions tentant de mieux prendre en compte les problématiques de jeunes en souffrance, recrues potentielles pour les groupes terroristes. Il s'agit enfin d'organiser, en studio et en direct, le dialogue entre toutes les composantes de la société malienne, y compris entre les représentants d'un islam conservateur, et ceux qui ont une conception traditionnellement plus ouverte de leur religion.

Fidèle à la tradition helvète de cohabitation pacifique entre des communautés que beaucoup semble opposer, soutenue par la diplomatie suisse dont l'un des objectifs est de promouvoir la paix et les solutions consensuelles aux conflits, la Fondation Hironnelle a fait le pari du dialogue et s'attache dans ses médias à faire débattre ensemble les acteurs de sociétés clivées.

Radicalisation des prêches au Mali

En décembre 2015, le *Journal du Mali* consacrait une page à la radicalisation des prêches qui ont cours dans les quelque 1100 mosquées de Bamako. Fustigeant les autres religions et les pratiques liées à l'Occident, des prêches rigoristes se développent dans de nombreuses mosquées construites illégalement, avec des financements issus de pays du golfe arabo-persique. Cette nouvelle façon de parler aux fidèles est dénoncée par les tenants d'un islam « intégré à la culture », plus ancré au Mali.

« L'extrémisme religieux devient un vrai danger pour la cohésion de notre société » s'inquiète Bréhima Touré, journaliste au quotidien *L'Essor*. « Une forme intolérante d'islam tente de s'imposer à la fois par les armes et par les financements des œuvres caritatives, des lieux de culte et des formations. Il appartient à l'Etat d'exercer ses prérogatives de régulation pour freiner les ardeurs des extrémistes. Les autorités doivent surveiller les sources de financement des lieux de culte et sévir contre les dérapages verbaux, si nombreux sur les radios confessionnelles ».

« L'impartialité de l'Etat à l'égard des confessions religieuses est un des fondements de la liberté au Mali depuis le temps des grands empires » estime quant à lui Ousmane Diadié Touré, journaliste à Studio Tamani. « Il est essentiel de protéger la laïcité pour ne pas perdre ces repères qui constituent un fondement sans égal de notre société ».



Studio Tamani, *Grand Dialogue* sur « La radicalisation au Mali, comment y faire face? », le 1^{er} mars 2016.
Photo : © Nicolas Boissez / Fondation Hironnelle

Studio Tamani : le djihadisme interroge la société sur son rapport aux jeunes

Créé en 2013 par la Fondation Hironnelle, Studio Tamani est un programme radiophonique quotidien de trois heures produit et réalisé au Mali. Bernard Conchon, son Chef média, aborde la façon dont il traite la violence djihadiste au quotidien.

Comment Studio Tamani rend-il compte de la violence djihadiste au Mali ?

Bernard Conchon : Studio Tamani rend compte des attaques djihadistes, commises par des groupes principalement liés à Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), ainsi que des réactions de la société malienne. Récemment, trois événements ont suscité un accompagnement éditorial important : le 20 novembre 2015, l'attaque de l'hôtel Radisson Blu de Bamako, dont les auteurs - deux jeunes d'une vingtaine d'années - ont été tués au cours de l'assaut ; les 27-29 février 2016, le colloque sur la lutte contre le radicalisme religieux organisé par Sabati 2012, mouvement de leaders musulmans du Mali ; en mars 2016, l'engagement de 200 jeunes radicalisés de la région de Mopti à quitter les groupes armés du Front de libération du Macina (FLM).

Quels ressorts du djihadisme vos émissions ont-elles mis en lumière ?

Nos émissions ont révélé que les attentats terroristes, au Sahel comme en Europe, interrogent la société sur son rapport aux jeunes. Car ce sont des jeunes, et souvent des très jeunes, qui en sont les auteurs. Dans la région de Mopti (centre du Mali), la radicalisation apparaît comme une compensation sociale et affective qui émerge en réaction à une violence économique et sociale subie ou ressentie. Brema Ely Dicko, chef du département socio-anthropologie

de l'Université de Bamako, estime ainsi que seuls 1 à 2% des jeunes Maliens engagés dans les mouvements djihadistes sont convaincus de l'idéologie qu'ils véhiculent. En mars dernier, la société civile, les élus et les autorités religieuses ont décidé d'agir : ils ont su persuader 200 jeunes djihadistes, pour la plupart sous l'influence du FLM, de déposer les armes et de prendre le chemin de la réinsertion.

Au prisme des émissions de Studio Tamani, comment le dialogue sur la violence djihadiste évolue-t-il au Mali ?

Il y a quelques mois, il n'était question que des actions terroristes, de leur recrutement et des enjeux sécuritaires. Aujourd'hui, la lecture du fait terroriste ne se limite plus seulement à ces aspects : elle interpelle le débat politique. « Il faut engager des discussions avec les djihadistes maliens. En retour, ils vont aider le Mali à se débarrasser des djihadistes venus d'ailleurs », affirme ainsi l'Aménokal (chef) de la tribu touarègue des Ifoghas, Mohamed Ag Intalla par ailleurs député de Kidal (Nord-Est du Mali) et membre de la majorité présidentielle. Cette position a été également soutenue dans nos émissions par des responsables de la Plateforme et de la Coordination des mouvements de l'Azawad, deux structures regroupant essentiellement des organisations qui se sont longtemps opposées dans le Nord-Mali.

Valeurs d'islam

La présence de l'islam en Europe, très ancienne, est plus visible que jamais. Une immigration qui provient principalement de pays musulmans, associée à un vieillissement démographique qui fait de l'Europe le continent le plus âgé du monde, ont engendré un multiculturalisme de fait pour lequel rien ni personne n'a été préparé. Conséquemment, des tensions sont apparues: laïcité, égalité femmes-hommes, liberté d'opinion... Et bien sûr l'utilisation quotidienne de références à l'islam par des organisations terroristes dont la violence inouïe, conçue pour envahir l'espace médiatique, finit par imposer dans l'esprit public européen une équivalence entre islam et barbarie.

Avec sa série de 11 notes « Valeurs d'islam », publiée en janvier 2016, la Fondation pour l'innovation politique, basée à Paris, souhaite à l'inverse mettre en valeur une expression humaniste et progressiste de l'islam. Les textes de la série - *L'humanisme et l'humanité en islam* d'Ahmed Bouyerdene, *Les femmes et l'islam: une vision réformatrice* d'Asma Lamrabet, *Islam et démocratie: face à la modernité* de Mohamed Beddy Ebnou... - ont été placés sous la direction scientifique d'Éric Geoffroy, islamologue à l'université de Strasbourg, avec l'appui du cheikh soufi franco-algérien Khaled Bentounès. Les notes sont éditées sous forme de recueil aux Presses universitaires de France, et disponibles en ligne sur le site de la Fondation de l'innovation politique: fondapol.org

1. « (...) les participants sont libres d'utiliser les informations collectées (...), mais ils ne doivent révéler ni l'identité, ni l'affiliation des personnes à l'origine de ces informations, de même qu'ils ne doivent pas révéler l'identité des autres participants [à la réunion] », cf. Chatham House – The Royal Institute of International Affairs, Londres.



Réunion de la Fondation Cordoue de Genève à Montreux, septembre 2012 / DR

Des « espaces de médiation protégés » pour la paix

Abbas Aroua, directeur de la Fondation Cordoue de Genève, expose le travail de cette institution pour promouvoir l'échange entre cultures et religions et pour encourager la recherche et le débat sur la paix dans le monde.

La Fondation Cordoue de Genève (FCG) se consacre depuis 2002 à « promouvoir le dialogue et à donner aux gens, dans les sociétés où vivent des musulmans, les moyens de prévention de la violence et de transformation pacifique des conflits ». Quelles sont vos principales réalisations ?

Abbas Aroua : La FCG, surtout active dans le monde arabe et au Sahel, travaille aussi sur les tensions entre le monde musulman et l'Occident. Nous intervenons sur les polarisations intra-islamiques: clivages sécularistes-islamistes en Afrique du Nord, affrontement sunnites-chiïtes en Asie de l'Ouest, polarisations soufis-salafis dans le Sahel... Dans certains pays comme l'Égypte ou le Tchad, nous nous intéressons aux tensions islamo-chrétiennes. Notre méthode consiste à offrir aux parties en confrontation des « espaces de médiation protégés » pour se connaître, se respecter et construire une confiance dans le but de lancer des actions conjointes sur des questions d'intérêt général, contribuant à la transformation pacifique des conflits. Nous encourageons ces parties à mettre sur pied des mécanismes d'alerte et réponse rapide pour prévenir la violence intercommunautaire, par exemple entre coptes et musulmans en Égypte. Notre principal partenaire institutionnel est le desk « Religions, politique, conflits » du Département fédéral suisse des affaires étrangères.

Quelle adversité rencontrez-vous ?

Il s'agit d'un travail de longue haleine. Les résultats peuvent mettre du temps pour se manifester, nous accordons beaucoup d'importance au processus lui-même. Lorsque les parties en conflit se rencontrent pour la première fois, les échanges démarrent dans une atmosphère électrique, à la limite de la violence verbale. Mais on observe jour après jour des changements significatifs.

Quelle est votre approche des médias ?

Concernant les « espaces de médiation protégés », nous travaillons à l'abri des médias, dans le respect de la règle de Chatham House¹: il faut permettre aux participants d'échanger librement et sereinement, alors que la pression médiatique les mettrait dans une logique de positionnement. Mais par ailleurs, les médias sont pour nous des partenaires privilégiés dans la promotion de la culture de paix. Nous travaillons avec des chaînes de télévision satellitaires diffusant dans le monde arabe pour promouvoir la méthode non-violente de changement politique: nous avons co-produit une série documentaire sur ce sujet. En 2010, nous avons organisé un atelier sur le « journalisme de paix » en partenariat avec Al Jazeera. En 2014, nous avons conçu un projet en Libye sur le rôle des chaînes TV dans la dépoliarisation pendant le processus constituant. Enfin, nous avons conduit une recherche sur le rôle des médias sociaux dans le « printemps arabe ».

Studio Kalangou, naissance d'un média indépendant au Niger

Depuis janvier, Studio Kalangou produit chaque jour un journal et un « forum » qui invite la société nigérienne à dialoguer. Un dispositif radio particulièrement utile dans le cadre de la séquence électorale du premier semestre 2016.

Le 18 janvier 2016, Studio Kalangou a diffusé ses premières émissions au Niger (le kalangou est un petit tambour traditionnel, populaire dans la région sahélienne). Initié dès septembre 2015 par la Fondation Hirondelle, ce studio de production radio répond à une triple logique : être une source d'information fiable, être un outil de consolidation de l'Etat de droit et du dialogue national, être un acteur du processus électoral 2016 (élections présidentielles et législatives couplées en février-mars, élections locales en mai). Basé à Niamey, animé par une quinzaine de journalistes nigériens formés par la Fondation, Studio Kalangou produit quotidiennement une heure et demie de programmes : un journal de 15 minutes en trois langues (français, haoussa, zarma) et un « forum » de 45 minutes

en français où habitants, experts et acteurs d'une thématique sont invités à dialoguer. A partir de mai 2016, Studio Kalangou produira également des programmes en tamasheq et en peulh, afin de mieux se faire entendre par l'ensemble des habitants du Niger. Les émissions sont diffusées par un réseau de dix radios partenaires, associatives ou privées, situées à Niamey et dans les capitales régionales du Niger.

La campagne électorale qui s'est achevée le 20 mars 2016, jour du second tour de l'élection présidentielle, a donné lieu à des forums où chaque candidat venait s'exprimer, et où la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) répondait aux questions de la rédaction : qui peut voter ? où voter ? comment voter ?



Mariama Diallo, présentatrice du journal de Studio Kalangou en français. Photo : © Pauline Bend / Fondation Hirondelle

Kandindi : une production audiovisuelle thématique en RD Congo

La nouvelle agence média de la Fondation Hirondelle en RD Congo entend prendre du recul par rapport à l'actualité pour mieux documenter la construction du pays.

Créée en septembre 2015 par la Fondation Hirondelle à Kinshasa, Kandindi (« hirondelle » en tshiluba) est une nouvelle agence de production audiovisuelle de droit congolais. Son ambition éditoriale est double : ouvrir un champ d'information thématique, complémentaire de l'actualité, en vue de documenter les grands enjeux de la construction de la République démocratique du Congo ; travailler avec le secteur privé, des entreprises aux ONG, pour valoriser auprès des jeunes Congolais ses initiatives en matière de responsabilité sociale et environnementale (RSE) ainsi que ses contributions à l'édification du pays.

Les émissions produites par Kandindi, sujets longs ou débats enregistrés, sont diffusées sur

le réseau des 90 radios communautaires coordonné par la Fondation Hirondelle en RD Congo, représentant un bassin d'audience d'environ 35 millions d'habitants. Elles trouvent également un écho sur les réseaux sociaux. Alors que la Monusco ne souhaite plus recourir aux services de la Fondation Hirondelle dans la gestion éditoriale de Radio Okapi, la Fondation a gardé une équipe d'une dizaine de personnes à Kinshasa. Avec Hirondelle Communication, agence produisant des contenus éditoriaux d'intérêt général pour des clients institutionnels, l'agence Kandindi entend devenir le second pilier des opérations pérennes de la Fondation en RD Congo.

Le Cercle Médias-Mutations

Dans un monde où les actions politiques violentes sont en augmentation, où l'incompréhension s'accroît entre sociétés riches et sociétés qui n'ont pas encore accès à la prospérité, les budgets d'aide publique au développement du Nord – déjà souvent en voie de réduction – ont tendance à se réorienter vers les questions sécuritaires au détriment de la coopération culturelle ou médiatique. Dans ce contexte où une information impartiale, documentée et apaisée est plus nécessaire que jamais, la Fondation Hirondelle a pris l'initiative en septembre 2015 de se tourner vers des acteurs qu'elle n'avait jusqu'à présent pas sollicités.

Le Cercle Médias-Mutations, réseau de partenaires privilégiés de la Fondation, rassemble des personnes morales et physiques issues du monde de l'entreprise, de la philanthropie, de la société civile (ONG internationales ou locales) ou des collectivités locales du Nord et du Sud, conscientes de leur responsabilité dans les affaires du monde et du rôle vertueux que peuvent jouer les médias dans la construction de sociétés apaisées. Il s'agit de construire avec elles de nouvelles modalités de soutien aux programmes de la Fondation Hirondelle impliquant des médias en vue de réduire les conflits, favoriser le dialogue et construire une meilleure compréhension de l'altérité. L'impartialité des soutiens du Cercle Médias-Mutations est garantie par le cadre collectif de leur élaboration. Un premier projet pourrait voir le jour en 2017 sur l'information parlementaire dans les sociétés en transition.

Impressum

Quoi de Neuf ?
Publication trimestrielle
de la Fondation Hirondelle

Rédacteur responsable :
Jean-Marie Etter

Conception, rédaction :
Benjamin Bibas
la fabrique documentaire

Avenue du Temple 19 C
1012 Lausanne, Suisse

www.hirondelle.org
info@hirondelle.org
T. +41 21 654 20 20
F. +41 21 654 20 21

Crédit Suisse AG
IBAN : CH05 0483 5041 8522 8100 5